

Département de l'Aube

09248X0007/
FAEP

COMMUNE DE POIVRES

Détermination des périmètres de protection
du forage AEP

Rapport final

J.M BATTAREL
Hydrogéologue agréé
Juillet 2011
Réf. : 11.10.HPP 201

INTRODUCTION

A la demande de l'Agence Régionale de Santé et du Syndicat Départemental des eaux de l'Aube en date du 29 juin, nous nous sommes rendus le 7 juillet 2011 sur le terrain afin de procéder à l'étude du forage, exploité pour l'alimentation en eau potable de la commune de Poivres, et à l'examen de son environnement, dans le but de définir les périmètres de protection, conformément à la réglementation.

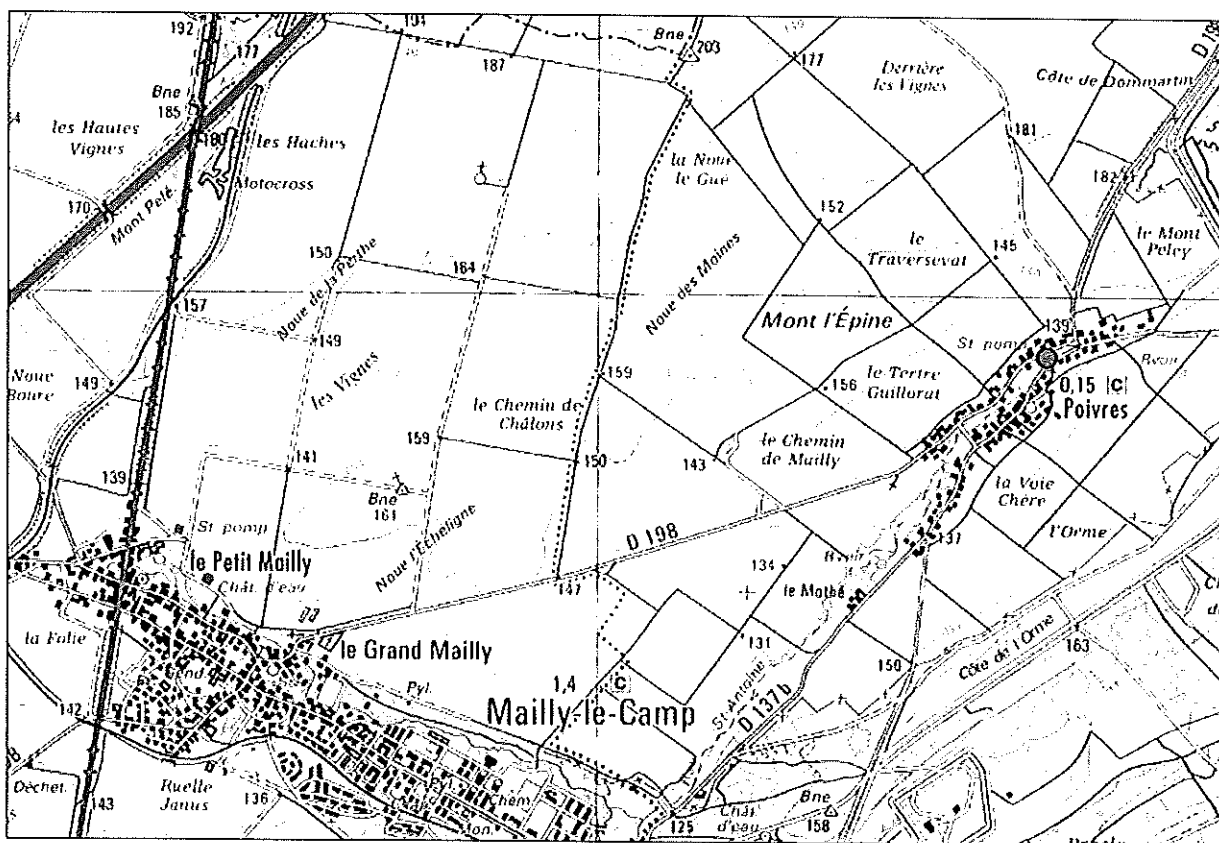
Nous avons été reçus par Messieurs Maurice Chevallot, Maire, Garcia, 1^{er} Adjoint, F. Bernard de l'ARS et C. Cailleux SDDEA.

Les documents consultés pour la définition des périmètres de protection sont les suivants:

- Etude préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage 224-8X-07 à Poivres (10) – Archambault Conseil – Réf. CAP 2092 – Septembre 2004,
- Etude complémentaire à la mise en place de périmètres de protection des captages destinés à la consommation humaine – Commune de Poivres - ASCONIT Consultants – Août 2009,
- Inspections caméra des ouvrages – CD SATER – Novembre 2008,
- Chroniques d'analyses de l'ARS 10,
- Carte géologique n° 224 Fère Champenoise au 1/50 000,
- Carte topographique IGN n° 2815 E au 1/25 000.

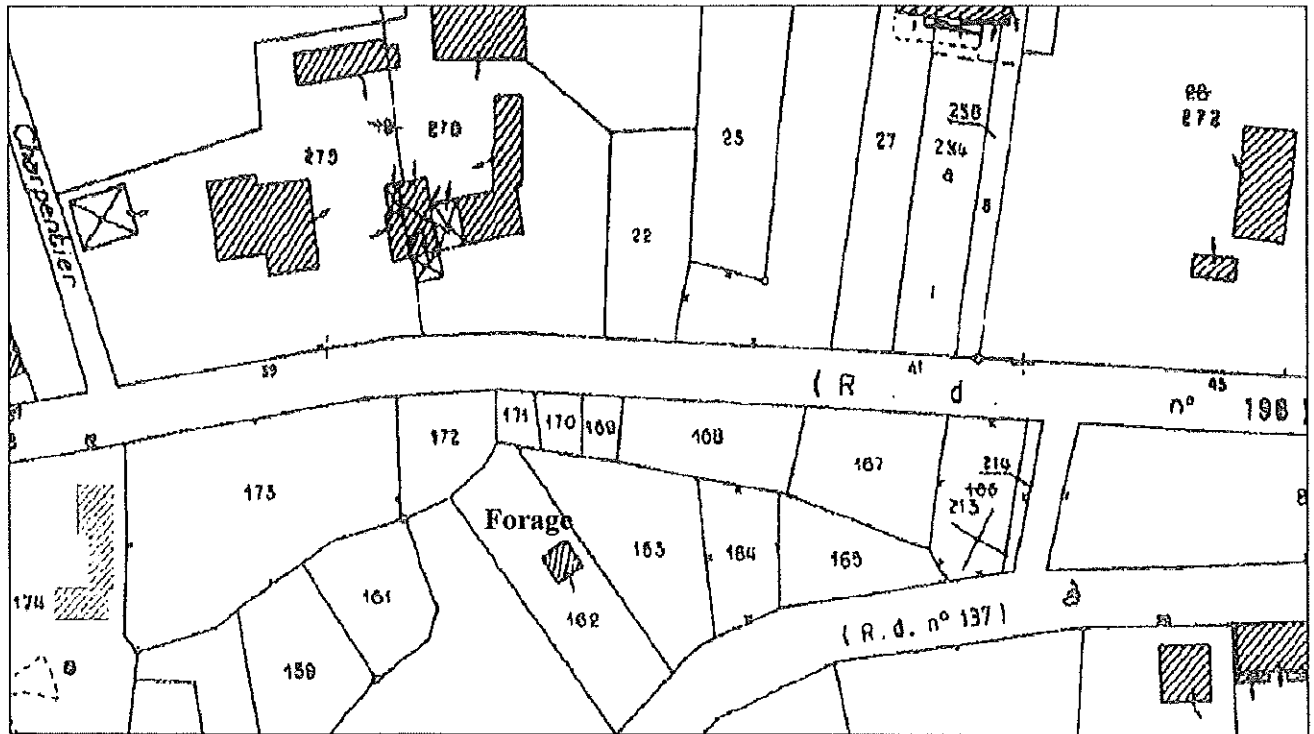
1 - SITUATION DU CAPTAGE

- Commune : POIVRES
 - Désignation : Forage Communal
 - Lieu-Dit : Le village
- Département : 10
- Nbre d'habitants desservis : 170
 - Feuille IGN au 1/25.000 : n° 2815 Est
 - Indice de classement : 0224 - 8X - 007
 - Situation cadastrale : Section AC, parcelle n° 162.
 - Coordonnées Lambert : Zone II (étendue) :
 - X = 741,615
 - Y = 2 411,502
 - Z = +137 m EPD



Extrait de la carte IGN n° 2815 Est

Carte de situation



Extrait cadastral

2 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU FORAGE

- **Date de réalisation** : 1953
- **Type** : Forage
- **Description** : d'une profondeur de 15 m le forage est équipé d'un tubage acier Ø 340 mm de 0 à 11,10 m puis Ø 300 mm de 11,10 à 15 m. Tubage crépiné à trous à partir de 3,80 m.
- **Equipement** : 1 pompes immergée d'un débit de 12,5 m³/h en acier inox de même que la canalisation de refoulement.
- **Prélèvements** : Les prélèvements actuels sont estimés entre 12 et 14 000 m³/an, à un débit moyen de l'ordre de 35 m³/jour avec des pointes pouvant atteindre 60 m³/j.
- **Traitement** : Chloration par pompe doseuse sur canalisation, asservie au débit.

3 - CONTEXTE GEOLOGIQUE

Carte géologique de Fère Champenoise au 1/50000

Stratigraphie : Les formations géologiques rencontrées au niveau de la commune de Poivres appartiennent au Crétacé. Du point de vue lithologique nous pouvons observer la succession suivante de la formation la plus ancienne à la plus récente :

- Le Turonien supérieur (Coniacien inférieur), est représenté par une craie blanche friable, à points de glauconie et de manganèse, avec de rares silex. Cette formation surmonte une craie plus marneuse, à lits de silex qui passe insensiblement à la craie turonienne.
- Le Coniacien moyen et supérieur, est constitué d'une craie blanche, pure sans silex.
- Les alluvions anciennes : représentées par une basse terrasse d'une épaisseur de l'ordre de 5 à 10 m, ces alluvions plus ou moins sableuses, renferment des gravillons crayeux.

4 – CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

- Identité de l'aquifère capté : craie coniacienne
- Nature du réservoir : nappe de la craie, milieu fissuré,
- Etat de la nappe : Libre, niveau statique variant de 1,90 m (hautes eaux) à 6,80 m (étiage sévère) de profondeur par rapport au sol,
- Sens d'écoulement de la nappe : localement S-O, drainage par la vallée de l'Aube,
- Perméabilité : de fissures
- Puissance de la nappe : environ 20 à 25 m.
- Pompages d'essais : des essais ont été réalisés dans le cadre de l'étude préliminaire, par paliers aux débits $Q = 13, 30, 50$ et $128 \text{ m}^3/\text{h}$ puis de longue durée (24 h) au débit de $80 \text{ m}^3/\text{h}$ pour un rabattement pseudo-stabilisé de 0,96 m et débit spécifique estimé à $83 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}$. A noter toutefois que les essais ont été réalisés en hautes eaux (niveau statique à 2,52 m/sol en février 2009), le débit spécifique en août 1953 (niveau statique à 3,55 m) avait été mentionné à $51,5 \text{ m}^3/\text{h}/\text{m}$. Ces données témoignent du caractère très perméable du milieu et donc d'une fissuration et/ou fracturation importante. La transmissivité est de l'ordre de $5.10^{-2} \text{ m}^2/\text{s}$ et le coefficient d'emmagasinement estimé à 2.10^{-2} .
Le débit critique de l'ouvrage se situe entre 80 et 90 m^3/h .
- Gradient hydraulique : entre 4 et 5 ‰ témoignant là encore de la forte perméabilité de l'aquifère.

5 - QUALITE DE L' EAU

L'examen des résultats d'analyses effectuées, montre que du point de vue physico-chimique l'eau est de minéralisation moyenne (conductivité de l'ordre de 300 à 450 $\mu\text{S}/\text{cm}$),

de type bicarbonaté calcique, de dureté moyenne (17°2 F), présentant une teneur en nitrates qui oscille depuis 1993 entre 4 et 18 mg/l la moyenne se situant autour de 8 mg/l.

La qualité physico-chimique de l'eau satisfait aux normes en vigueur pour une eau destinée à la consommation humaine (absence de produits phytosanitaires et d'éléments toxiques).

Du point de vue bactériologique, les analyses généralement bonnes dans 90% des cas, révèlent parfois, en distribution, une contamination liée à la présence de bactéries aérobies revivifiables. La teneur en chlore libre est trop faible, elle doit être ajustée à 0,2 mg/l.

6 - ENVIRONNEMENT DU CAPTAGE

Les premières habitations de l'agglomération se situent en amont à une centaine de mètres environ et à moins de 70 m latéralement. La commune n'est pas dotée d'un réseau d'assainissement collectif, nous sommes en présence d'assainissements individuels souvent très anciens (fosses septiques avec plan d'épandage ou fosses toutes eaux), à priori aucun rejet en puits perdus.

Il existe un réseau pluvial collectif constitué de fossés qui se déversent à la rivière. Ces fossés drainent les eaux du village et de la route départemental RD 198.

Un fossé en amont immédiat, qui jouxte le périmètre clôturé du captage, draine les eaux pluviales de ruissellement, d'éventuelles émergences chroniques de la nappe et de la zone inondable, celles-ci sont susceptibles de s'infiltrer et de contaminer le forage. A noter par ailleurs que ces fossés sont entretenus par le SITOM et désherbés à l'aide de produits phytosanitaires.

Les deux décharges signalées dans le rapport d'étude préalable (Noue le Prêtre et propriété de M. Lépine) sont aujourd'hui fermées.

En amont écoulement, il existe encore plusieurs parcelles faisant encore l'objet d'épandage d'effluents organiques porcins (SCEA des Arçons).

Un puits en aval immédiat du forage (à 7 m environ) est susceptible d'absorber des eaux de ruissellement lors d'épisode pluvieux important. Deux autres puits- forages en aval (à 100 et 150 m) situés dans des taillis très anciens se situent à ras du sol et sont susceptibles de faire office de puits absorbants pour les eaux de ruissellement (parcelles de M. Gilbert Vilmin et Mme Person).

A 3 km en amont, sur la route de Soudé, un centre de compost de déchets organiques s'est installé récemment, les lixiviats sont recueillis dans un bassin étanchéifié par membrane puis pompés pour être éliminés ou traités ? Nous n'avons pas eu d'analyse de ces lixiviats ni même leur mode de traitement (en station, par épandage ?). Ce centre se situe en bordure immédiate du site Natura 2000 (FR 2100257).

Du point de vue agricole il existe deux exploitations en amont proche. Les cultures, céréalières se répartissent sur les flancs de vallée.

Enfin une grande partie du bassin morphologique (zone Natura 2000) est occupée par une couverture boisée ce qui est intéressante en terme de protection de la nappe, ce qui peut justifier la stabilité des teneurs en nitrates des eaux et la qualité de celles-ci. Il s'agit de la zone militaire de Mailly le Camp.

7 - VULNERABILITE

Les risques de pollution de la nappe dans la zone d'alimentation du captage sont importants compte tenu du caractère fissuré de l'aquifère et de la faible profondeur du niveau statique. Ce qui signifie que toute pollution ponctuelle par infiltration peut rapidement se traduire par une contamination du captage.

Cette vulnérabilité pourrait s'accroître si des phénomènes karstiques apparaissaient dans le bassin d'alimentation. Ces phénomènes constituent des points d'infiltration des eaux de ruissellement et donc de contamination de la nappe or de tels accidents morphologiques peuvent tout à fait apparaître subitement dans ces formations crayeuses.

Par ailleurs les anciens puits individuels peuvent constituer des foyers ponctuels de pollution dans le cas où ceux-ci seraient utilisés comme puisards de rejet d'eau pluviale ou à fortiori d'eaux usées.

8 - CONCLUSION

Le forage exploité pour l'alimentation en eau potable de la commune de Poivres capte la nappe des formations crayeuses du Coniacien.

Les potentialités d'exploitation de cet ouvrage sont évaluées à près de 800 m³/jour (10 h à 80 m³/h) pouvant couvrir par conséquent très largement les besoins en eau de la commune estimés entre 35 et 60 m³/j.

La qualité de l'eau est conforme aux normes physico-chimiques et bactériologiques. L'eau est de type bicarbonaté calcique, de minéralisation moyenne. La teneur en nitrates est relativement faible pour ce type d'aquifère et cette région, pseudo-stabilisée depuis plus de 20 ans autour de 8 mg/l (pour une norme à 50 mg/l).

La vulnérabilité de la nappe, dans le bassin d'alimentation du forage est essentiellement liée :

- à l'absence de couverture argileuse de protection de la craie,
- au risque d'apparition de zones de gouffres, dolines ou autre,
- à l'activité agricole,
- aux dispositifs d'assainissement individuel, dans la zone d'appel provoqué par le pompage,
- au risque de pollution accidentelle liée aux activités agricoles situées en amont (fuite de cuve d'engrais, de lisier etc.),
- aux fossés de collecte d'eau de ruissellement,
- à un déversement accidentel sur la RD 198,
- à l'épandage d'effluents organiques.

9 - DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

9.1 Rappel sur la mise en place des périmètres de protection :

9 1 1 Procédure :

La procédure de définition des périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine résulte de l'application des textes législatifs et réglementaires suivants :

- *l'article 113 du code rural,*
- *les articles L.1321-1 et suivants du code de la santé publique modifiés suite à la parution de la nouvelle loi sur l'eau (30/12/2006) et par le décret n° 2007-49 du 11/1/2007,*
- *le décret n°2001-1220 du 20 décembre relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles*

Rappelons que seules les collectivités territoriales peuvent bénéficier de la procédure permettant de déclarer d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et les périmètres de protection correspondants. Dans le cas de privés, la procédure se met en place de gré à gré.

9 1 2 Définition des périmètres de protection de captage d'eau souterraine :

La protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine qui relève de l'application du Code de la santé publique complète la réglementation relative aux déversements, jets écoulements, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières. Il s'agit en fait d'une protection dont l'objectif est de préserver les points de prélèvement des risques de pollution provenant des activités exercées à proximité.

Cette protection particulière est réalisée par la mise en place de périmètres de protection définis pour un débit maximal de prélèvement et destinés à faire obstacle aux éléments polluants susceptibles d'altérer de façon significative la qualité des eaux. A l'intérieur de ces périmètres, certaines activités peuvent être interdites ou réglementées.

Vis à vis des risques de pollution accidentelles mettant en jeu des substances dangereuses, toxiques ou indésirables, l'étendue des périmètres est calculée de manière à assurer un temps de transfert de ces substances jusqu'au captage suffisamment long, permettant ainsi de déclencher l'alerte et d'envisager une intervention en temps utile.

Pour les risques de pollutions liés à des rejets concentrés ou diffus, cette étendue doit être telle que les phénomènes de fixation, de dégradation et de dispersion des substances polluantes dans les terrains et dans les eaux réduisent les concentrations mesurées au captage et les maintiennent à un niveau acceptable pour la santé publique.

Lorsqu'il s'agit des activités, dépôts ou installations de nature à nuire, directement ou indirectement, à la qualité des eaux prélevées, les interdictions ou les prescriptions particulières seront prononcées une fois explorées et exploitées les possibilités offertes par la réglementation générale applicable sur la totalité du territoire.

Dans les roches compactes présentant des fissures ouvertes, les eaux de ruissellement et les substances polluantes peuvent rejoindre rapidement le réservoir souterrain sans subir de filtration et à des vitesses beaucoup plus élevées que celles observées dans les terrains poreux. De ce fait, la protection des eaux captées dans ces réservoirs est à rapprocher, dans ses principes, de la protection des eaux superficielles.

La protection des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine est réalisée par la mise en place de deux périmètres, l'un de protection immédiat, l'autre de protection rapproché, complétés éventuellement par un troisième périmètre dit de protection éloigné.

a) périmètre de protection immédiat :

Le périmètre de protection immédiat a pour fonctions d'empêcher la détérioration des ouvrages de prélèvement et d'éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes se produisent à l'intérieur ou à proximité immédiate du captage.

Des périmètres "satellites" de protection immédiats, disjoints de celui du captage concerné, peuvent être instaurés autour de zones d'infiltration (pertes, gouffres, bétoires) en relation hydrogéologique directe avec les eaux prélevées. Les zones ainsi définies seront également acquises en pleine propriété.

Un aménagement correct et un entretien efficace des ouvrages de captage complètent cette première mesure de protection.

b) périmètre de protection rapproché :

Le périmètre de protection rapproché doit protéger efficacement le captage vis-à-vis de la migration souterraine des substances polluantes.

Son étendue est déterminée en prenant notamment en compte :

- les caractéristiques physiques de l'aquifère et de l'écoulement souterrain;
- le débit maximal de pompage;
- la vulnérabilité;
- l'origine et la nature des pollutions contre lesquelles il est nécessaire de protéger les eaux souterraines.

Les notions de base à retenir pour délimiter ce périmètre sont :

- la durée et la vitesse de transfert de l'eau entre les points d'émission de pollutions possibles et le point de prélèvement dans la nappe;
- le pouvoir de fixation et de dégradation du sol et du sous-sol vis-à-vis des polluants;
- le pouvoir de dispersion des eaux souterraines. Dans des situations complexes, le périmètre de protection rapproché peut comporter plusieurs zones, disjointes ou non, délimitées suivant la vulnérabilité de l'aquifère.

c) périmètre de protection éloigné :

Le périmètre de protection éloigné prolonge éventuellement le précédent pour renforcer la protection contre les pollutions permanentes ou diffuses.

Il sera créé si l'on considère que l'application de la réglementation générale, même renforcée, n'est pas suffisante, en particulier s'il existe un risque potentiel de pollution que la nature des terrains traversés ne permet pas de réduire en toute sécurité, malgré l'éloignement du point de prélèvement.

Les limites de ce périmètre peuvent s'étendre sur des distances importantes pour couvrir le bassin hydrogéologique parfois différent du simple bassin versant.

9.2 - Définition des périmètres de protection

Les périmètres sont établis sur la base d'une ressource potentielle de 800 m³/jour (10 h à 80 m³/h) à partir des données techniques qui nous ont été fournies par les différents rapports mentionnés dans l'introduction et d'une visite sur le terrain, il s'agit en effet de protéger non seulement le captage lui-même mais également la ressource potentielle existante,

- Périmètre immédiat : parcelle 162 section AC
- Périmètre rapproché : porté sur l'extrait cadastral.
- Périmètre éloigné : porté sur l'extrait de carte au 1/25 000.

- A l'intérieur du périmètre de protection immédiat seront interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau. Ce périmètre, doit être régulièrement entretenu et ce, sans utilisation d'herbicides ou pesticides.

- A l'intérieur des périmètres rapproché et éloigné :

Les activités interdites ou réglementées sont définies dans les tableaux ci-après, les réglementations spécifiques sont également décrites.

La commune veillera à l'application des prescriptions énoncées. En ce qui concerne les activités susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux de la nappe, elles devront être déclarées à l'Agence Régionale de Santé et au SDDEA et en particulier l'apparition de dolines (zone de gouffres), qui devront être comblées à l'aide de matériaux naturels inertes exclusivement.

Ce forage qui présente un potentiel d'exploitation très supérieur aux besoins de la commune doit être néanmoins considéré comme vulnérable compte tenu du contexte géologique et hydrogéologique dans lequel il se trouve (formations crayeuses avec absence de recouvrement argileux, caractère fissuré et même probablement à tendance karstique).

Hormis les dispositions décrites dans les tableaux suivants quelques travaux d'aménagement paraissent indispensables :

- étanchéification ou busage du fossé entourant le périmètre immédiat,
- étanchéification ou busage des fossés d'eau pluviale ou de ruissellement en amont de la station de pompage (RD 918, RD 137 b),
- réhaussement de la tête du puits de secours situé en aval immédiat du captage dans l'enceinte du périmètre afin d'éviter toute infiltration d'eau de ruissellement,
- remplacement de la grille d'aération de la station de pompage,
- rebouchage des deux puits-forages situés en aval, hors périmètre immédiat, à l'aide de matériaux inertes et cimentation sur les deux derniers mètres, pour éviter également toute infiltration d'eau de ruissellement.

Sous réserves de la réalisation des travaux d'aménagement et du respect des prescriptions énoncées dans les tableaux ci-après, un avis favorable peut être émis pour la poursuite de l'exploitation de cette ressource en eau potable.

Fait à Bougival, le 31 juillet 2011

J.M BATTAREL
Hydrogéologue Agréé

COLLECTIVITE : Commune de POIVRES**CAPTAGE : n° 224-8X-007**

INSTALLATIONS ET ACTIVITES		PROTECTION RAPPROCHEE			PROTECTION ELOIGNEE	
		Réglementation			Réglementation	
		Interdit	Spécifique	Générale	Spécifique	Générale
1 TRAVAUX SOUTERRAINS						
1.1	- Forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère	X			X	
1.2	- Sondages de reconnaissance		X		X	
1.3	- Exploitation de nouvelle carrière	X			X	
1.4	- Ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 3 m de profondeur		X		X	
1.5	- Remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations		X			X
1.6	- Réalisation de mares, étangs	X		X		X
2 STOCKAGES ET DEPOTS						
2.1	- Dépôts de fumier, d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
2.2	- Stockages de produits chimiques et déchets solides	X			X	
2.3	- Nouveaux stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables	X			X	
2.4	- Stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers)	X			X	
2.5	- Stockages d'effluents industriels	X			X	
2.6	- Stockages d'effluents domestiques collectifs	X			X	
2.7	- Station d'épuration, lagunage	X			X	
2.8	- Bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains	X			X	
3 CANALISATIONS						
3.1	- Eaux usées domestiques collectives		X			X
3.2	- Eaux usées industrielles		X		X	
3.3	- Hydrocarbures, produits chimiques liquides	X				X
4 REJETS LIQUIDES						
4.1	- Eaux usées domestiques		X		X	
4.2	- Eaux usées industrielles	X			X	
4.3	- Effluents agricoles	X			X	
4.4	- Installations autonomes de traitement d'eaux usées		X		X	
4.5	- Bassins d'infiltration d'eaux pluviales	X			X	

5 CONSTRUCTIONS

5.1	- Habitations raccordées à un assainissement collectif		X			X
5.2	- Habitations avec assainissement autonome		X		X	
5.3	- Camping, caravanning et annexes	X				X
5.4	- Cimetières	X				X
5.5	- Activités artisanales et industrielles	X			X	
5.6	- Bâtiments d'élevage, d'engraissement	X				X
5.7	- Silos produisant des jus de fermentation	X			X	
5.8	- Voies de communication, aires de stationnement		X			X

6 ACTIVITES AGRICOLES

6.1	- Drainage agricole	X				X
6.2	- Maraîchage, serres, pépinières	X				X
6.3	- Grandes cultures			X		X
6.4	- Epandage de lisiers, boues de station d'épuration	X			X	
6.5	- Epandage d'amendements, d'engrais chimiques, de pesticides		X		X	
6.6	- Abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris		X			X
6.7	- Pacages des animaux		X			X
6.8	- Prairies permanentes		X		X	

7 ACTIVITES FORESTIERES

7.1	- Déboisements	sans	objet			X
7.2	- Coupes à blanc	sans	objet		X	
7.3	- Utilisation de pesticides (herbicides, insecticides...)	sans	objet		X	
7.4	- Aires de débardages	sans	objet			X
7.5	- Affouragement ou agrainage du gibier	sans	objet			X
7.6	- Traitement du bois stocké et/ou dessouchage par voie chimique	X			X	

8 MODIFICATION D'ECOULEMENT DES EAUX SUPERFICIELLES

8.1	- curage de cours d'eau et de noues		X		X	
-----	-------------------------------------	--	---	--	---	--

REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES

Applicables aux périmètres de protection du captage d'eau potable

[Cette réglementation spécifique s'applique en protection rapprochée et éloignée, pour les activités et installations indiquées sur les tableaux de propositions de servitudes particulières, à l'exception de celles interdites ou ne relevant que de la réglementation générale]

1 - TRAVAUX SOUTERRAINS : forages, excavations, remblayage

1.1- Les forages d'eau de tiers captant le même aquifère (c'est-à-dire entre 2 et 50 m de profondeur) seront implantés et exploités de telle sorte qu'ils ne puissent, en aucun cas, modifier les écoulements actuels de la nappe au droit du point d'eau. Les ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle, capot de fermeture cadénassé.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, la réserve de carburant sera installée dans un bac de rétention.

1.2- Les sondages de reconnaissance (minier, pétrole, ...) pénétrant (ou traversant) le même aquifère : seront soumis à autorisation et rendus étanches au droit de l'aquifère.

1.3- L'ouverture et l'exploitation de carrières touchant la nappe : devront, en plus de la réglementation générale, être équipées de forages de contrôle de la qualité de la nappe en aval hydraulique immédiat.

1.4- L'ouverture d'excavations de plus de 3 m de profondeur : est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.

1.5- Remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations : sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes.

2 - STOCKAGES ET DEPOTS

2.2- Les dépôts de produits polluants et de déchets solides : seront réalisés sur des aires étanches. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent.

2.3- Les stockages d'hydrocarbures liquides quelque soit la capacité : devront être équipés d'une cuvette de rétention conformément à l'arrêté du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des ICPE.

2.4- Stockages de produits destinés aux cultures :

a) Effluents d'élevage et produits organiques destinés à la fertilisation des sols

- dans le périmètre rapproché : sont interdits

- dans le périmètre éloigné : sont déconseillés :

- pour les stockages de longue durée (> 6 mois) ou toujours situés au même endroit : aire étanche avec récupération des jus.

- pour les stockages temporaires (< 6 mois), en bout de champ :
quantité stockée limitée aux besoins des parcelles à épandre, pas de stockage deux années consécutives au même endroit.

b) Engrais liquides minéraux ou de synthèses

Application du Règlement Sanitaire Départemental.

c) Engrais solides minéraux ou de synthèses et produits phytosanitaires

Application de la réglementation.

2.5 + 2.6 • Les stockages d'eaux usées urbaines ou industrielles : seront réalisés dans des bassins étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant la mise en service des ouvrages. Le maître d'ouvrage, ou à défaut l'exploitant, fera procéder tous les 5 ans à une expertise de l'ouvrage par un contrôleur technique.

2.7 + 2.8 • Les stations d'épuration, lagunages, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains : devront être étanches. Le trop-plein sera acheminé par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne, en respectant les autorisations délivrées en application de la loi sur l'eau. **Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent en particulier en ce qui concerne le bassin de lixiviat du centre de compostage de matières organiques.**

3 - CANALISATIONS

3.1 + 3.2 - Toutes les canalisations, y compris les collecteurs d'eaux pluviales : seront étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Les canalisations feront l'objet par l'exploitant d'un contrôle annuel, des vannes d'isolement seront placées aux extrémités du tronçon de canalisation traversant le périmètre de protection.

4 - REJETS

4.1 + 4.2 + 4.3 + 4.4- Les rejets d'eaux usées : sont soumis à autorisation. Le SPANC précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle.

4.5- Bassins d'infiltration d'eaux pluviales : Les eaux seront au préalable passées dans un débourbeur - déshuileur. Les bassins seront équipés en aval d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversements accidentels (afin de pouvoir effectuer un pompage et circonscrire la pollution).

5 - CONSTRUCTIONS - BATIMENTS - ROUTES

5.1 + 5.5 + 5.7 + 5.9- Les constructions produisant des eaux usées raccordables à un réseau public d'assainissement : feront l'objet d'un procès verbal d'essai d'étanchéité dressé avant la mise en service des canalisations. Celles-ci feront l'objet d'un contrôle annuel par l'exploitant.

5.2 – les assainissements individuels existants et futurs devront faire l'objet d'un contrôle très strict de leur conformité, de leur fonctionnement et de leur entretien (une fois par an). Le rejet en puisard sera interdit, seuls le rejet après traitement, dans le réseau pluvial ou par infiltration sur filtre à sable non drainé seront admis dans le périmètre rapproché. Dans le périmètre éloigné, dans le cas où un rejet dans le réseau pluvial collectif ne pourrait être réalisé, le rejet par puits d'infiltration ou tranchée d'épandage sera autorisé après avis du SPANC.

5.6.-Bâtiments agricoles

a) Hangar pour matériel

- Sans stockage d'engrais, de pesticides, de carburant : autorisé
- Avec stockage de produits : autorisé avec respect des articles 2.3 et 2.4

b) Local ouvert pour stockage de produits agricoles (légumes, céréales, oléagineux, protéagineux...)

sans dépôt de déchets aux abords (pelures, refus,...) : autorisé

c) Bâtiments d'élevage : Respect de la réglementation

5.7- Silos produisant des jus de fermentation

Etanchéité de la plate-forme et récupération des jus.

5.8- Les travaux de voirie sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes et d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de la chaussée.

6 - ACTIVITES AGRICOLES

- 6.4- Epandage de Produits fertilisants

a) Fumiers, lisiers et produits organiques en général (boues de station d'épuration, fientes, composts, vinasses, etc..) sauf eaux usées.

Dose d'apport raisonnée en fonction des besoins de la culture suivante et des fournitures et apports de toute nature.

b).Engrais minéraux et de synthèse

Raisonnement de la fertilisation en fonction des besoins de la culture suivante en prenant en compte les apports et fournitures de toute nature.

6.5- Utilisation de produits phytosanitaires :

a) l'utilisation de désherbants à vie longue, comme les triazines ou le diuron :

dans le périmètre de protection rapproché est interdite.

dans le périmètre de protection éloigné est fortement déconseillée.

b) Les insecticides de sol sont :

Sur l'ensemble des deux périmètres de protection fortement déconseillés.

Lors de contrôles de la qualité des eaux, toute apparition sous forme de traces d'autres produits phytosanitaires entraînerait immédiatement une recherche de l'origine de ces produits et une surveillance renforcée des contrôles effectués par l'ARS.

6.6- Abreuvoirs et abris

dans le périmètre de protection rapproché : Les abreuvoirs et abris d'animaux seront installés à plus de 200 m du captage.

6.7- Pacage des animaux et installations mobiles de traite

dans le périmètre de protection rapproché :

Les aires de promenade destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont interdites. Le pacage est autorisé, mais sans apport d'alimentation complémentaire.

dans le périmètre de protection éloigné : Les aires de promenades destinées aux animaux et les installations mobiles de traite sont déconseillées.

6.8- Prairies permanentes

dans le périmètre de protection rapproché : Les prairies permanentes existantes ne seront pas retournées.

dans le périmètre de protection éloigné : Le maintien des prairies permanentes existantes est vivement conseillé.

7 - ACTIVITES FORESTIERES ET CYNEGETIQUES

7.1 + 7.2 + 7.3- Un plan de gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux (voirie, préparation du sol, plantations, traitement, aires de dépôt) à réaliser durant une période de 10 ans sera soumis à l'approbation des services compétents. Ce plan prendra en compte l'incidence d'un découvert brutal du sol (risques de minéralisation de l'humus) sur la qualité des eaux. Seules les coupes prévues à ce plan approuvé pourront être effectuées. Elles devront être suivies des travaux de reconstitution prévus au plan.

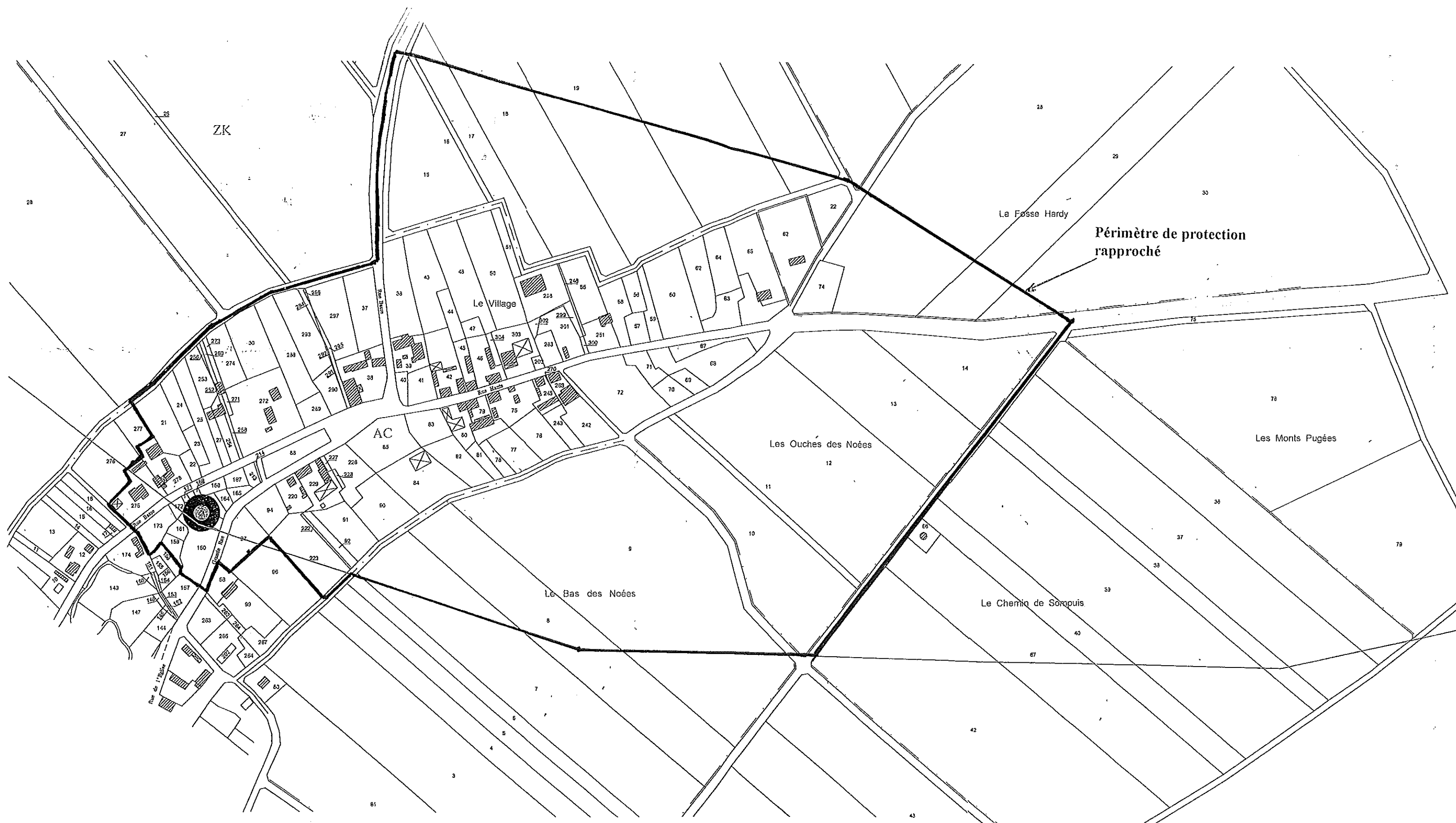
7.4 • Les aires de débardage seront implantées à plus de 200 m du captage.

7.5 • Les mangeoires éventuellement pour le gibier seront implantées à plus de 300 m du captage.

7.6 • Le traitement de bois stockés en PPE sera soumis à avis préalable d'un hydrogéologue agréé sur dossier déclaratif exposant le type de produits utilisés, les conditions de stockage de ceux-ci, le process de traitement et les mesures envisagées pour la protection de l'environnement.

8 - EAUX SUPERFICIELLES

8.1 • Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence à la date de signature de l'arrêté fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la Police de l'Eau. Les travaux visés concernent en particulier les fossés, les haies, les talus, la conversion en cultures de surfaces en herbes, l'imperméabilisation des sols, les drainages de terres agricoles.



PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE

Echelle :



ANNEXE

Copies d'analyses



CONTROLE SANITAIRE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Santé-Environnement

Troyes le 16 février 2011

MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE DE POIVRES

10700 POIVRES

POIVRES

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les
résultats des analyses effectuées sur l'échantillon
prélevé dans le cadre suivant
CONTROLE SANITAIRE PREVU PAR L'A.P.

Type	Code	Nom
Prélèvement	00036774	
Unité de gestion	0182	POIVRES
Installation	UDI 000130	POIVRES
Point de surveillance	P 0000000229	POIVRES RESEAU
Localisation exacte		M. CHALICARNE 1 RUE DU CAMP CUISINE
Commune		POIVRES

Prélevé le : jeudi 03 février 2011 à 10h30
par : GILDAS CHATEIGNER
Type visite : DDIS

Mesures de terrain

Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
	inférieure	supérieure	inférieure	supérieure

CARACTERISTIQUES ORGANOLEPTIQUES

Aspect (qualitatif)	0 qualit.				
Couleur (qualitatif)	0 qualit.				
Odeur (qualitatif)	0 qualit.				
Saveur (qualitatif)	0 qualit.				

CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

Température de l'air	20,0 °C				
Température de l'eau	8,0 °C				25,00

EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE

pH	7,60 unitépH			6,50	9,00
----	--------------	--	--	------	------

RESIDUEL TRAITEMENT DE DESINFECTION

Chlore combiné	0,02 mg/LCl ₂				
Chlore libre	0,05 mg/LCl ₂				
Chlore total	0,07 mg/LCl ₂				

Analyse laboratoire

Analyse effectuée par : LABORATOIRE IPL santé environnement durables, MAXEVILLE

5401

Type de l'analyse : D1N

Code SISE de l'analyse : 00036889

Référence laboratoire : C11-04381-D01

Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
	inférieure	supérieure	inférieure	supérieure

CARACTERISTIQUES ORGANOLEPTIQUES

Turbidité néphélométrique NFU	<0,10 NFU				2,00
-------------------------------	-----------	--	--	--	------

MINERALISATION

	Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
		inférieure	supérieure	inférieure	supérieure
MINERALISATION					
Conductivité à 25°C	457 µS/cm			200,00	1100,00
PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES					
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L				0,10
Nitrates (en NO3)	8,2 mg/L		50,00		
PARAMETRES MICROBIOLOGIQUES					
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	28 n/mL				
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	2 n/mL				
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL				0
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	0 n/100mL				0
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL		0		
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL		0		

Conclusion sanitaire (Prélèvement N° : 00036774)

Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. Cependant, il est à noter une teneur en chlore libre trop faible. La teneur en chlore libre sur le réseau de distribution doit être de l'ordre de 0,1mg/l.

La Déléguée Territoriale Départementale



Irène DELFORGE



Agence Régionale de Santé
Champagne-Ardenne

Service Santé-Environnement

CONTROLE SANITAIRE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Troyes le 20 juillet 2011

POIVRES

MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE DE POIVRES

10700 POIVRES

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les
résultats des analyses effectuées sur l'échantillon
prélevé dans le cadre suivant
CONTROLE SANITAIRE PREVU PAR L'A.P.

Type	Code	Nom
Prélèvement	00037867	
Unité de gestion	0182	POIVRES
Installation	UDI 000130	POIVRES
Point de surveillance	P 0000000229	POIVRES RESEAU
Localisation exacte		M. PERSON 13 RUE BASSE CUISINE
Commune		POIVRES

Prélevé le : mardi 05 juillet 2011 à 09h50
par : MATHIEU DJACZUCK
Type visite : DDIS

Mesures de terrain

	Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
		inférieure	supérieure	inférieure	supérieure
CARACTERISTIQUES ORGANOLEPTIQUES					
Aspect (qualitatif)	0 qualit.				
Couleur (qualitatif)	0 qualit.				
Odeur (qualitatif)	0 qualit.				
Saveur (qualitatif)	0 qualit.				
CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL					
Température de l'air	20,0 °C				
Température de l'eau	16,1 °C				25,00
EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE					
pH	7,50 unitépH			6,50	9,00
RESIDUEL TRAITEMENT DE DESINFECTION					
Chlore combiné	0,04 mg/LCl2				
Chlore libre	0,06 mg/LCl2				
Chlore total	0,10 mg/LCl2				

Analyse laboratoire

Analyse effectuée par : LABORATOIRE IPL santé environnement durables, MAXEVILLE

5401

Type de l'analyse : D1+D2

Code SISE de l'analyse : 00037983

Référence laboratoire : C11-28843-D01

	Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
		inférieure	supérieure	inférieure	supérieure
CARACTERISTIQUES ORGANOLEPTIQUES					
Turbidité néphélométrique NFU	<0,10 NFU				2,00
COMPOSES ORGANOHALOGENES VOLATILS					

	Résultats	Limites de qualité		Références de qualité	
		inférieure	supérieure	inférieure	supérieure
COMPOSES ORGANOHALOGENES VOLATILS					
Chlorure de vinyl monomère	<0,5 µg/l		0,50		
DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES					
Acrylamide	<0,10 µg/l		0,10		
Epichlorohydrine	<0,10 µg/l		0,10		
FER ET MANGANESE					
Fer total	<2 µg/l				200,00
HYDROCARB. POLYCYCLIQUES AROMATIQUE					
Benzo(a)pyrène *	<0,0050 µg/l		0,01		
Benzo(b)fluoranthène	<0,0050 µg/l		0,10		
Benzo(g,h,i)pérylène	<0,0100 µg/l		0,10		
Benzo(k)fluoranthène	<0,0050 µg/l		0,10		
Fluoranthène *	<0,0100 µg/l				
Hydrocarb.polycycl.arom.(6subst.*)	<SEUIL µg/l				
Indéno(1,2,3-cd)pyrène	<0,0100 µg/l		0,10		
MINERALISATION					
Conductivité à 25°C	403 µS/cm			200,00	1100,00
OLIGO-ELEMENTS ET MICROPOLLUANTS M.					
Antimoine	<0,5 µg/l		5,00		
Cadmium	<0,5 µg/l		5,00		
Chrome total	<0,5 µg/l		50,00		
Cuivre	0,2 mg/L		2,00		1,00
Nickel	2 µg/l		20,00		
Plomb	13 µg/l		25,00		
PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES					
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L				0,10
Nitrates (en NO3)	13 mg/L		50,00		
Nitrites (en NO2)	<0,01 mg/L		0,50		
PARAMETRES MICROBIOLOGIQUES					
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	7 n/mL				
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	1 n/mL				
Bactéries coliformes /100ml-MS	0 n/100mL				0
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	0 n/100mL				0
Entérocoques /100ml-MS	0 n/100mL		0		
Escherichia coli /100ml -MF	0 n/100mL		0		